

Rapport de session de printemps 2013

Date

Avril 2013

par Isabelle Chevalley, Conseillère nationale

1ère semaine

Vignette autoroutière

Suivant une proposition des Vert'libéraux, le Conseil national s'est d'abord prononcé pour une vignette à 80 francs. Il s'agissait d'un compromis suite au premier vote du Conseil national pour une vignette à 70 francs, alors que le Conseil des Etats favorisait une vignette à 100 francs. A la surprise générale, le PS s'est opposé à ce compromis par une proposition de nouvel examen, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles autoroutes et peut-être même à un second tube au Gothard, étant donné que les recettes de la vignette ne peuvent être utilisées que pour la construction et l'entretien des routes. Dans ces conditions, les Vert'libéraux ne peuvent pas approuver l'arrêté sur le réseau, dans la mesure où de nouveaux projets routiers ne sont envisageables qu'une fois que le trafic individuel motorisé assumera les coûts liés à ses émissions (CO2, gaz polluants et bruit).

Gripen

Les Vert'libéraux regrettent que la majorité du Conseil des Etats se soit prononcée en faveur de l'acquisition de l'avion de combat Gripen, même si le frein aux dépenses n'a pas encore été activé. Avant d'envisager l'acquisition de nouveaux avions de combat, les Vert'libéraux estiment que les missions de l'armée devraient être clairement définies. A l'heure actuelle, il apparaît de plus que l'achat de ces appareils s'oppose à une vision responsable des finances de l'Etat. Si le Conseil national confirme la décision du Conseil des Etats, le groupe parlementaire vert'libéral conseillera au parti de lancer un référendum.

2ième semaine

Démantèlement des centrales nucléaires

Belle victoire d'étape pour la motion Noser qui a passé haut la main, 112 oui contre 63 non et 8 abstention, le cap du Conseil national. Cette motion demande que les fonds que doivent collecter les exploitants de centrales nucléaires pour le démantèlement le soient sur 40 ans et plus 50 ans. Il faut encore que ce texte soit accepté par le Conseil des Etats. Ceci dit, un vote concernant l'énergie nucléaire aussi net que cela est de bonne augure pour la suite. On constate que le Parlement a vraiment évolué dans le bon sens, entre avec l'arrivée des vert'libéraux.

Déblocage de la RPC

La combinaison d'une augmentation modérée de la RPC et d'une exemption accordée aux gros consommateurs est un compromis à même de résoudre deux problèmes à la fois: les entraves à la compétitivité des entreprises d'une part et le blocage de la RPC d'autre part. Le texte approuvé par le Conseil national peut être perçu comme un pas important pour mettre en oeuvre la stratégie énergétique 2050. Il doit encore être traité en juin par le Conseil des Etats. Au final, seuls une minorité de PLR et les UDC se sont opposés à ce projet. Ceci montre que le front opposé à la stratégie énergétique s'amenuise au fil du temps et que nous avons de bonne chance de pouvoir la mettre en oeuvre rapidement.

3ième semaine

Initiative populaire contre les pédophiles

Voilà un sujet sur lequel il est très difficile de communiquer. Il est évident que nous voulons tous que nos enfants soient protégés et qu'un pédophile condamné ne puisse plus travailler avec des enfants. Mais nous sommes dans un Etat de droit et il est difficilement acceptable que l'on ne prenne pas

en compte l'âge de l'auteur et la gravité de l'acte. Est-ce qu'un adolescent de 16 ans qui flirte avec une jeune fille de 12 ans mérite de ne plus travailler avec des enfants durant toute sa vie alors que ce n'est qu'une petite histoire d'amour ? Malgré un long travail de commission et au plénum pour offrir un contre-projet direct crédible au peuple lors de la votation, nous avons perdu. Cet échec est dû à des petites tactiques politiques de l'UDC et des socialistes qui se sont mis à voter ensemble pour des raisons totalement opposées. Dans ces situations, se sont toujours les positions modérées qui perdent et les extrêmes qui gagnent. Le dossier va au Conseil des Etats, espérons qu'ils seront plus sages...

Politique agricole

Le Parlement a enfin bouclé la politique agricole 14-17 après plus de 6 mois de débats entre les deux chambres. Ce sont plus de 13 milliards qui seront octroyés à l'agriculture durant cette période mais en retour nos paysans devront respecter des règles strictes pour la détention des animaux et les aspects environnementaux. Cette réforme va dans le bon sens et nous nous réjouissons que l'Union Suisse des Paysans refusent de se faire prendre en otage par l'UDC qui aimerait lancer un référendum. Au vote final au Conseil national, le oui l'a largement emporté par 141 contre 41 non et 7 abstentions.

Vous pouvez retrouver tous les débats et votes: <http://www.parlament.ch/ab/frameset/ff/index.htm>